

nationale, sans discussion, car la discussion est venue, mais un mois après. Et cette discussion, c'est celle que nous avons vue récemment à la Chambre, celle où notre camarade Lefèvre a apporté au moment du vote, le point de vue du groupe socialiste.

C'est sur ce discours que nous devons nous arrêter un instant pour considérer dans quelle mesure il peut nous satisfaire et dans quelle mesure nous pourrions être en désaccord.

Et ici, je me plais à rendre hommage au camarade Lefèvre, qui sur bien des points, a su exprimer avec toute l'énergie nécessaire, des idées qui nous sont chères. Nous rendons hommage au camarade Lefèvre pour avoir démolé la thèse de la nation armée. Nous lui rendons hommage pour avoir démolé ces sophismes qui sont toujours vivants : « Plus on est armé, plus on est fort. Plus on est fort, plus on est redouté. Plus on est redouté, plus on est en paix. »

Il a eu le courage de faire pressentir que c'était exactement le contraire qu'il fallait dire. Et nous n'en voulons pour preuve que les paroles mêmes de M. Paul Reynaud, se retournant vers M. Flaminio Piccoli, et sortant ce magnifique aveu dont nous devrions nous emparer pour notre propagande : « S'il n'y a pas eu la guerre au mois de mars dernier, c'est parce que votre armée n'était pas prête. » Eh bien ! nous faisons ici un vœu, camarades, c'est que notre armée ne soit jamais prête, c'est notre vœu le plus cher, parce que cela nous paraîtrait notre garantie de paix maxima.

Nous soulignons encore des formules comme celle-ci : « La défense nationale créée, donne l'illusion de la sécurité, plus que la sécurité vraie. Les alliances militaires ne donnent, elles aussi, qu'une sécurité précaire, sujette à tous les revirements, à toutes les défaillances. La guerre n'est même plus un crime, c'est un suicide collectif. »

Tout cela nous l'acceptons, tout cela c'est la tradition même du Parti socialiste.

Et la conclusion ? La conclusion a été, naturellement, que le groupe socialiste voterait les crédits militaires ! Il est intéressant de voir pour quelle raison notre camarade Lefèvre en avait si bien démontré l'inutilité, la nocivité, l'absurdité ! Eh bien ! si le groupe socialiste a voté les crédits militaires, c'est parce que, a dit notre camarade Lefèvre, le gouvernement actuel est un gouvernement pacifique, qui ne s'en servira pas, c'est un gouvernement qui ne profitera pas de ce qu'il a une armée forte pour tenter des aventures extérieures. Et de cela, camarades, nous sommes intimement convaincus. Nous le savons parfaitement bien. Seulement nous pensons qu'il y a — et ce n'est pas nous qui l'avons dénoncé les premiers, — une sorte de fatalisme de la course aux armements. Nous nous rappelons le discours magnifique de notre camarade Léon Blum, à Genève; ce ne sont pas de vieilles déclarations, il était déjà Président du Conseil, au moment où il décrivait avec

tant de force émouvante ce fardeau des armements qui, avec la force de la loi de la pesanteur elle-même, nous attirait insensiblement à la guerre.

Eh bien ! nous disons que quelles que soient les volontés pacifiques du gouvernement, il y a un danger dans l'entretien, dans le développement, dans la participation même à la course aux armements. Il y a danger parce que c'est comme une pierre qui est en train de rouler sur une pente; jusqu'au dernier moment on veut la retenir, mais il arrive un moment où la déclivité du terrain l'entraîne et la bonne volonté, la volonté même des hommes qui sont au pouvoir, à ce moment-là, n'y peut être plus rien.

Certes, nous nous élevons contre la thèse que la guerre est fatale et qu'on ne peut rien contre elle. Mais nous disons que quand on a été jusqu'à un certain point, alors on a pu rendre la guerre elle-même fatale. Il est possible qu'il y ait un moment où réellement il n'y ait plus rien à faire.

Ce que nous demandons au Parti socialiste, c'est de ne pas attendre ce moment. Et, en effet, nous considérons que cette politique néfaste nous a été imposée par les représentants mêmes du capitalisme. Nous avons montré que c'est la pression de l'Etat-Major qui a abouti à cela, qu'elle s'est exercée par l'intermédiaire du Parti radical, et nous avons dit que le rôle du Parti socialiste était de soutenir le gouvernement, mais que la manière la plus efficace de le soutenir, c'était encore de développer notre propagande traditionnelle, c'était encore de lui fournir par l'agitation dans les masses le point d'appui dont il avait besoin pour résister à tous les chantages exercés sur lui.

Nous savons très bien que ce n'est pas la bonne volonté de quelques ministres, si bien intentionnés soient-ils, qui peut résister à ce chantage du régime même à l'intérieur duquel nous exerçons notre action.

LE PARTI.. A L'ACTION

Ce que nous reprochons à la majorité du Parti, c'est précisément de s'être refusée à l'action nécessaire. Nous avons porté le problème à la C.A.P., nous l'avons porté devant les sections du Parti. On nous a toujours refusé l'action que nous attendions d'elle. On a refusé de reprendre sur un rythme accéléré et rendu plus que jamais nécessaire par les événements la courageuse campagne de notre camarade Paul Faure contre les marchands de canons. Le Parti socialiste ne mène plus l'agitation contre les deux ans. Le Parti socialiste ne dénonce plus la course aux armements que comme un mal qui nous est imposé, mais contre lequel vraiment nous ne pouvons rien. Eh bien ! si, camarades, nous y pourrions tout de même quelque chose. Nous aurions pu, au moins, ne pas aggraver l'état de chose antérieur, mais pour cela il fallait